

Singapour, évasion fiscale, Suisse

Singapour, un partenaire coopératif selon l'OCDE mais peu coopérant avec les juges français

Selon le rapport d'évaluation publié le 11 avril dernier par le Forum fiscal mondial, les pratiques d'échange d'informations de Singapour sont conformes aux normes internationales. Il est ainsi considéré comme un partenaire très important et fiable par ses partenaires en matière d'échanges d'informations, ajoute cette instance qui réunit 120 pays. Une analyse qui tranche avec ce qu'affirmait, voici quelques mois le juge Daieff devant la commission d'enquête du Sénat portant sur l'évasion fiscale. « *Si j'adresse une demande d'entraide à la Suisse, par exemple, pour obtenir des documents bancaires relatifs à M. X pour les besoins d'une enquête pénale française pour fraude fiscale à l'impôt sur le revenu ou sur les successions, la Suisse ne répondra pas. De la même façon, si j'adresse une demande aux Bahamas, à Singapour, à Panama, au Qatar, à Israël ou aux Channel Islands – Jersey, Guernesey - ou l'Île de Man – ils ne répondront pas* ». De quoi relancer le débat portant sur la coopération effective des paradis fiscaux

Evasion fiscale

L'heure d'une grande évolution est annoncée : Secret bancaire, Fatca européen, cellule de régularisation, autant de thèmes qui ont ressurgi sous les feux médiatiques. Cet emballement doit être appréhendé avec attention par le conseiller en patrimoine car les mesures attendues auront une incidence sur sa clientèle. Consulter l'article [ici](#).

Le gouvernement opposé à l'amnistie pour les exilés fiscaux : L'exécutif a présenté un nouveau volet concernant la lutte contre l'évasion fiscale. Il prendra la forme d'un projet de loi présenté en Conseil des ministres le 24 avril prochain. [Pour aller plus loin](#).

La France se dit favorable à la duplication de Fatca en Europe. [Pour aller plus loin](#).

Liste HSBC : 177 millions de droits et pénalités rapportés pour 910 millions d'euros dissimulés. [A lire ici](#).

Proposition de loi : vers la condamnation des avocats pour exfiltration de sommes d'argent à l'étranger. [Lire ici](#).

Suisse

Le Conseil fédéral a adopté le message relatif à l'accord Fatca. [A consulter ici](#).

